

Déferlement d'attaques contre les fonctionnaires :

Des milliers de postes supprimés ; point d'indice bloqué ; GIPA supprimée ; ajout de 2 jours de carence ; baisse des indemnités d'arrêt maladie ; retour du projet Guerini...

**Le gouvernement Macron-Barnier en guerre contre les fonctionnaires !
Aucune des mesures gouvernementales ne doit être discutée ou concertée !
Toutes doivent être retirées ! Boycott de son agenda *anti-social* !
Front uni des syndicats de fonctionnaires pour imposer ce retrait pur et simple !**

Santé, enseignement, collectivités locales, avec ses projets de budgets (État et Sécu), le gouvernement Macron-Barnier entend faire payer la crise budgétaire aux travailleurs, aux jeunes, aux malades, aux retraités ... et ce en sanctuarisant notamment les budgets régaliens dont la hausse massive du budget des armées.

Mi-octobre, Barnier annonce des coupes supplémentaires dans le projet de budget et sort le bazooka contre les fonctionnaires : jours de carence, réduction des effectifs, fusion d'agences,

Affaibli par les divisions entre les différents courants de sa majorité qui s'étripent à l'Assemblée Nationale sur son budget et/ou font « l'école buissonnière », le gouvernement Macron-Barnier ne tient que par la bonne volonté du Rassemblement National, viscéralement anti-fonctionnaires, et à qui il ne cesse de donner des gages.

ESR : des libertés de plus en plus menacées ...

Hetzel, le nouveau ministre de l'ESR a choisi pour sa première sortie auprès des étudiants, une organisation d'« extrême-droite », l'UNI. Dans son interview dans le Figaro, le 16 octobre, il remet à l'ordre du jour la campagne nauséabonde de Vidal (2021): « *la science ne doit pas se confondre avec le militantisme* » ; et de prendre pour exemple la « *voix courageuse* » de la sociologue très réactionnaire, N. Heinich qui qualifie le *wokisme* de « *totalitarisme d'atmosphère* ».

Voilà ce que signifie pour Hetzel « *les principes de neutralité et de laïcité du service public de l'enseignement supérieur* ». Et c'est au nom de ces principes que, le 4 octobre, il a envoyé aux chefs d'établissements de l'ESR une circulaire où il insiste sur leur devoir d'assumer leur pouvoir de police pour « *maintenir l'ordre* ». Il y détaille tout l'arsenal législatif dont ils disposent.

L'objectif affiché est d'interdire les actions pro-palestiniennes. Il veut durcir la véritable chasse aux sorcières que sa prédécesseure, S. Retailleau, avait lancée le 9 octobre 2023 et qui visait ceux qui déviaient du soutien inconditionnel du gouvernement français à l'État colonial israélien.

IEP Paris, Sorbonne, Aix-Marseille, Montpellier, ... sanctions, interdictions de réunions, ... pleuvent en cette rentrée ; un jeune chercheur grenoblois vient d'être perquisitionné et mis en garde à vue pour ses travaux sur la Palestine. Si la solidarité avec la Palestine est particulièrement ciblée, c'est toute opposition politique qui est visée.

Pour défendre les libertés d'opinion et académiques dans l'ESR, et contre la criminalisation de la défense du peuple palestinien, il est de la responsabilité de la FSU et de ses syndicats dans l'ESR **d'exiger le retrait immédiat de la circulaire Hetzel.**

... Et un budget d'austérité

Dans l'article du Figaro précité, Hetzel prétend que le budget de l'ESR serait « préservé ». En fait c'est seulement le cas pour l'ANR. Tous les autres postes sont en baisse (EPST, universités, « vie étudiante »). Les créations d'emploi affichées dans le budget sont du bluff car tout est sous-financé. Le budget alloué aux universités est inférieur au montant de la masse salariale, 2/3

d'entre elles sont en déficit. Déjà cela signifie pour les personnels : baisse des recrutements, non renouvellement des contrats des personnels précaires, dégradation des conditions de travail, intensification de la concurrence à tous les niveaux pour les financements, les primes et ... hausse des frais d'inscription.

Le plan d'attaque contre les fonctionnaires a pour but de tailler directement dans la masse salariale. Il se prépare à être une arme de la dislocation des organismes de recherche et des universités publiques programmée avec l'acte II de l'autonomie, et qu'Hetzel entend poursuivre.

Un gouvernement fragile, suspendu au dialogue social

Le Ministre Kasbarian a mis ce déferlement d'attaques contre la fonction publique au programme de son *agenda social* qu'il entend discuter avec les organisations syndicales de la FP dès le 7 novembre. Cet agenda *anti-social* remet aussi à l'ordre du jour le projet Guerini : rémunération au mérite, licenciements facilités, suppression envisagée des catégories A, B, C.

«*Je vais discuter avec les syndicats sur l'ensemble des chantiers et nous déciderons ensuite de bonnes décisions*», annonçait Kasbarian. Voilà à quoi sert le dialogue social pour ce gouvernement de combat : à avancer !

Dans son communiqué du 27 octobre, la FSU s'insurge « *le gouvernement veut maintenant ajouter un nouvel étage à sa politique anti-fonctionnaires* ». Elle ajoute : « *Les éventuelles promesses d'amélioration des conditions de travail ou de renforcement des politiques de prévention ne sont pas crédibles avec le budget d'austérité du gouvernement* »

Que conclure sinon que nos revendications n'ont aucune chance d'être entendues. Alors pourquoi rencontrer Kasbarian ?

La participation à la réunion de lancement de son agenda le 7 novembre était à l'ordre du jour du Bureau National de la FSU du lundi 4. Front Unique a soumis ce texte :

« *Depuis des semaines, le gouvernement Macron-Barnier-Kasbarian multiplie les attaques contre les fonctionnaires. Le BDFN de la FSU réuni le 4 novembre 2024 exige le retrait de toutes ces mesures.*

Le BDFN considère qu'un front uni des organisations de fonctionnaires doit se constituer pour imposer ce retrait.

En premier lieu, le BDFN se prononce pour le boycott de la réunion avec Kasbarian du 7 novembre et pour le rejet de son agenda anti-social. (Pour : 1 / Contre : 35 / Abs : 4 / Refus de vote : 4)

Cette motion a reçu une seule voix, celle du représentant de notre courant. Tous les autres ont de fait approuver la participation à la réunion du 7, proposant moult actions dispersées, dont les collègues ne veulent plus parce qu'ils en ont déjà expérimenté les résultats.

Et que valent les grandes déclarations sur l'action syndicale, pour l'abrogation des contre-réformes (retraites, chocs des savoirs, ...) si on accepte que notre fédération, la FSU, se rende à des concertations avec notre ennemi dont le seul but est de faire avaliser ces attaques anti-fonctionnaires ?

Comme celles-ci sont en lien direct avec ses projets de budgets, il est nécessaire que se constitue un front uni des organisations syndicales pour empêcher leur vote. Pour cela, la perspective d'une immense manifestation à l'Assemblée Nationale constitue le meilleur moyen. Il est de la responsabilité de notre fédération d'œuvrer en ce sens.

La rupture des discussions sur l'agenda anti-social serait le signe clair d'une volonté d'affronter le gouvernement pour combattre sa politique anti-fonctionnaires.

Telle est l'orientation de Front Unique.

Lors du vote d'orientation dans la FSU, du 7 au 28 novembre, votez et faites voter pour la liste Front Unique